



ALLOCUTION DE
S.A.S. LE PRINCE ALBERT II DE MONACO

Débat général

64^{ème} session de l'Assemblée générale des Nations Unies

New York, le 23 septembre 2009

Seul le texte prononcé fait foi

Unofficial translation attached

Monsieur le Président,

Ma participation comme celle de plus de 100 chefs d'Etat et de Gouvernement à ce débat général confirme à la fois la gravité des choix que nous devons assumer pour faire face aux enjeux que doivent affronter nos Etats et la place incontournable de l'Organisation des Nations Unies pour décider de l'avenir de notre planète et de ses habitants.

Plus que jamais l'Assemblée générale doit être le « centre où s'harmonisent les efforts des nations vers les fins communes » définies à l'article 1^{er} de la Charte.

Pour demeurer ce centre vital, l'Organisation et son organe le plus représentatif de la communauté des nations, notre Assemblée générale, doivent mieux prendre en considération l'interdépendance qui lie nos destinées et l'opportunité qui s'offre à nos Etats souverains d'offrir à nos concitoyens une vision commune empreinte de valeur morale.

Monsieur le Président,

La tourmente financière qui a balayé le monde il y a un an a engendré trop de souffrances et causé de trop grands ravages dans l'économie mondiale à un moment de notre histoire où nous sommes confrontés aux défis majeurs que sont la crise climatique et la mise en œuvre des Objectifs du Millénaire pour le Développement, pour que nous n'en tirions pas les conséquences qui s'imposent.

Dans un an, nous allons nous retrouver dans cette même enceinte afin d'évaluer les progrès que nous avons accomplis dans la mise en œuvre des Objectifs du Millénaire pour le Développement.

L'échéance de 2015, qui semblait déjà compromise à la veille de cette crise multidimensionnelle, exige que nous définissions une vision globale pour l'avenir de l'humanité. Certains pourront l'appeler solidarité ou prise de conscience morale. En tout état de cause il s'agit bien de définir et de mettre en œuvre les OMD qui répondent aux besoins vitaux de tous les êtres humains.

Si l'élimination de la pauvreté demeure notre priorité, il faut s'atteler à remplir nos obligations. Car les plus démunis sont aussi ceux qui ont faim, ceux qui souffrent de malnutrition, n'ont pas accès à l'eau et ne bénéficient pas des services sociaux et de santé de base. Parmi ces principales victimes figurent les femmes et les enfants, dont 25,000 meurent chaque jour selon l'UNICEF.

Plusieurs centaines de milliers de personnes bénéficient aujourd'hui des actions entreprises par mon Pays dans le cadre de sa coopération internationale dans les secteurs de la santé, de l'éducation et de la lutte contre la pauvreté. C'est pourquoi J'ai demandé à ce que soit poursuivi notre effort de consacrer 0.7% de notre PIB d'ici 2015 en faveur de l'aide publique au développement. Celle-ci ne doit pas être sacrifiée en raison de la situation économique et financière actuelle. Elle doit être au contraire renforcée au moment où les plus vulnérables en ont davantage besoin.

Cette aide au développement doit s'accompagner d'investissements à long terme visant à renforcer les capacités des pays en développement, notamment par des transferts de technologies appropriés en vue de respecter les impératifs du développement durable.

Dans cette perspective et à la lumière de la crise alimentaire récente, il convient de rendre à l'agriculture la place qui lui revient car d'elle, dépend la sécurité alimentaire. Aujourd'hui, il nous appartient de forger pour les générations futures une nouvelle destinée, «un new deal ». De donateurs, nous devons devenir les partenaires d'une révolution verte en Afrique où l'agriculture vivrière, adaptée aux conditions spécifiques du continent, doit faciliter l'autonomisation des populations locales.

Le rétablissement de l'agriculture au cœur de nos civilisations soulève à son tour la question cruciale de l'eau. Qu'il s'agisse de son accès pour la survie des populations, de la production agricole ou énergétique, il est impératif de garantir la sécurité liée à l'eau.

Par conséquent, une gestion intégrée des ressources en eau s'impose. Nous devons être conscients des catastrophes et des conflits potentiels qu'un tel manquement causerait et des risques liés aux mauvaises conditions d'assainissement susceptibles de favoriser l'apparition de maladies infectieuses ou de pandémies.

Monsieur le Président,

Les phénomènes de désertification et de sécheresse sont aggravés par les changements climatiques causés par l'homme.

C'est pourquoi, un échec des négociations à Copenhague ne saurait être envisagé. Mon engagement, aux côtés de mes homologues du monde entier hier, dans le cadre du Sommet sur le changement climatique convoqué par le Secrétaire général, est sans équivoque : nous devons ensemble, pays développés, pays à forte émission de CO₂, pays en développement, parvenir à la définition d'un régime pour l'après-Kyoto qui s'inscrive résolument dans un avenir à faible émission de carbone.

Trop longtemps nous sommes restés sourds aux mises en garde des scientifiques. Voilà déjà plus de 20 ans que le GIEC a été créé par l'Organisation Météorologique Mondiale.

Lors de la Troisième Conférence mondiale sur le climat à laquelle je me suis rendu au début du mois de septembre, il a été décidé d'instaurer un cadre mondial pour les services climatologiques, en vue d'aider les populations à relever ce défi de plus en plus pressant.

Ce cadre mondial que nous soutenons sans réserve, a pour but d'optimiser la gestion des conséquences de la variabilité du changement climatique ainsi que l'adaptation à tous les niveaux, par le développement et l'incorporation des informations et des prévisions scientifiques dans les politiques et les processus de planification.

La mobilisation sans précédent des opinions publiques nous contraint à l'adoption de mesures innovantes pour freiner l'évolution du réchauffement climatique dont les graves implications peuvent prendre une ampleur catastrophique.

Le Rapport sur le commerce et le développement préconise des transformations structurelles profondes qui ne pourront se faire sans que nous acceptions de remettre en cause nos modes de production et de consommation. La mise en place d'une économie verte doit être le fondement de ce processus. Notre rôle de décideur politique est de faire en sorte que la technologie nécessaire qui existe déjà, soit mise au service de la réduction des gaz à effet de serre.

Le développement durable passe par une mondialisation des technologies vertes et des biens environnementaux.

Je réitère au nom de la Principauté l'ambition déclarée de devenir carbone neutre et notre détermination de réduire nos émissions de gaz à effet de serre de 20% d'ici 2020 et de 60% d'ici 2050.

Monsieur le Président,

Les mois qui viennent de s'écouler ont mis à rude épreuve l'économie mondiale. Si des signes de redressement commencent à apparaître nous devons toutefois tirer les leçons de cette sombre année. La mondialisation de l'économie et l'interdépendance qui en découle rendent indispensables la réforme du système monétaire et financier international.

Créé il y a maintenant dix ans, le G20 s'est réuni pour la première fois au niveau des chefs d'Etat et de gouvernement en novembre dernier reconnaissant par là même l'urgence des mesures à prendre pour sauver l'économie mondiale d'une catastrophe aggravée par la panique des marchés financiers.

Monaco reconnaît que ce Groupe qui représente les deux tiers du commerce et de la population mondiale et près de 90% du produit mondial brut ait des responsabilités particulières vis-à-vis de l'ensemble de la communauté internationale.

Nous sommes confiants sur la capacité du G20 à préparer dès demain à Pittsburgh, les fondements d'une ère nouvelle englobant notamment la régulation financière, la rémunération des opérateurs de marchés, la gouvernance et les moyens alloués aux institutions financières internationales. De la capacité du G20 à fédérer l'ensemble des Etats émergera une légitimité nécessaire à la reprise de la croissance.

Mon Gouvernement s'emploie depuis plusieurs mois à remplir les obligations qu'il a souscrites de se conformer aux normes exigées par l'OCDE en vue d'améliorer la transparence et l'échange de renseignements bancaires et fiscaux. C'est pourquoi mon Gouvernement a déjà procédé à la signature de douze conventions bilatérales et a entrepris de conclure d'autres accords en la matière. Dans les prochains jours, Monaco verra ses efforts reconnus par l'OCDE en figurant désormais sur sa « liste blanche ».

Mais ne nous y trompons pas : la crise de confiance engendrée par la débâcle financière rend plus que jamais nécessaire que les mesures prises au sein du G20 rassemblent sans discrimination l'ensemble des Etats membres. Une structure de consultation permettrait d'assurer ainsi la légitimité des décisions prises.

Nous devons tous ensemble reconstruire les bases solides d'un capitalisme à visage humain au bénéfice de la croissance et du développement social. Les circonstances nous donnent l'opportunité de créer une « économie verte » qui associe création d'emplois et transfert de nouvelles technologies permettant une relance durable.

Monsieur le Président,

Le rôle de l'Etat et l'expression de sa souveraineté doivent sans cesse s'adapter aux nouvelles réalités pour demeurer le garant de la sécurité et du bien-être social des populations. Notre Organisation n'échappe pas à cette évolution.

Si depuis son origine, l'Organisation des Nations Unies œuvre au maintien de la paix et de la sécurité internationales grâce aux opérations menées sous sa bannière, elle joue aussi un rôle fédérateur éminent en matière de désarmement et de non-prolifération.

Les moyens matériels et humains des opérations de maintien de la paix ont atteint des seuils qui n'étaient pas envisageables il y a seulement une décennie. La nécessaire réflexion engagée tant au sein du Conseil de sécurité, que du Secrétariat et auprès des Etats membres est prioritaire et nous l'appuyons.

Tout aussi prioritaire est le renforcement de l'état de droit et des institutions démocratiques, garants de la souveraineté et de la coexistence pacifique entre Etats.

A cet égard, je tiens à réitérer le soutien de mon pays à la mise en œuvre de la « responsabilité de protéger », symbole du renforcement du multilatéralisme au service des populations.

La responsabilité de protéger n'affecte pas l'exercice de la souveraineté responsable qui place l'individu au premier plan. Monaco continuera de travailler avec ses partenaires, c'est-à-dire tous et chacun d'entre vous, afin de mettre en œuvre les meilleures pratiques en matière de protection, d'assistance internationale et de renforcement des capacités avec pour seul objectif de sauver des vies humaines.

La Principauté continuera également de répondre par la solidarité aux situations d'urgence humanitaire, en particulier au profit des femmes et des enfants dont la vulnérabilité n'est malheureusement plus à démontrer dans des circonstances de crises.

Monsieur le Président,

En 2010, nous célébrerons l'Année internationale du rapprochement des cultures et l'Année de la biodiversité. Ces thèmes symbolisent, en ce début de XXIème siècle l'harmonie que nous devons rechercher à la fois entre nos peuples dans l'acceptation de nos différences et entre l'espèce humaine et l'ensemble des espèces vivantes présentes sur la terre qu'il nous appartient de protéger et de sauver de la disparition.

Je peux vous assurer que mon pays persistera à s'engager sans relâche en faveur de processus susceptibles de construire et renforcer les liens entre nos sociétés afin de promouvoir le dialogue et l'entente culturelle et religieuse fondés sur un respect mutuel tels que l'Union pour la Méditerranée et l'Alliance des civilisations.

Je suis convaincu, Monsieur le Président, que votre grande expérience de l'ONU et votre rôle dans la création de l'Union africaine constituent des atouts majeurs pour la réussite de votre délicate mission.

Je vous remercie

Mr. President,

My participation alongside more than one hundred Heads of State and Government in this General Debate both corroborates the seriousness of the choices that we have to take responsibility for, to confront the challenges our States must face, and the incontrovertible position of the United Nations to decide upon the future of our planet and its inhabitants.

More than ever, the General Assembly must be “the centre where our nations are striving towards a common goal” as defined in the Article 1 of the Charter.

To remain this vital center, the Organization and its most representative body of the community of nations, our General Assembly, must better take into consideration the interdependency which ties our destinies as well as the opportunity that presents itself to our sovereign States to bestow on our fellow countrymen towards a common vision marked with moral value.

Mr. President,

The financial storm that swept away the world a year ago has spawned too much suffering and caused great harm to the global economy at a time in our history where we are confronted to the major challenges of the climate crisis and the implementation of the Millenium Development Goals, for us not to draw obvious conclusions.

A year from now, we will meet again in this same forum to take stock of the progress we have accomplished in the implementation of the Millenium Development Goals.

The 2015 deadline, which seemed already compromised on the eve of this multidimensional crisis, requires that we plan out a global vision for the future of humanity. Some will call it solidarity or moral awareness. In any event, we need to clearly define and implement the MDGs to fulfill the vital needs of all human beings.

If poverty eradication remains our priority, we must fulfill our obligations. As the most destitute, are also the ones who are hungry, who suffer from malnutrition and do not have access to water nor to basic social and health services. Among the main victims are women and children, 25 000 of whom die each day according to UNICEF.

Several hundred thousands of people are benefiting today from actions undertaken by my country in the framework of its international cooperation in the fields of health, education and the fight against poverty. This is the reason why I asked that we pursue our effort to contribute 0.7% of our GDP by 2015 towards official development assistance. This assistance cannot be sacrificed due to the present economic and financial situation. It must, on the contrary, be strengthened at a time when the most vulnerable are the ones who need it the most.

This official development assistance must come with long term investments aimed at strengthening capacity building of developing countries, in particular through appropriate technology transfers respectful of the requirements brought on by sustainable development.

In this perspective and in the light of the recent food crisis, it is the right time to give agriculture back its rightful place because food security depends on it. Today, it is up to us to forge for our future generations a new destiny, "a new deal." From donors, we must become partners of a green revolution in Africa where food producing agriculture adapted to specific conditions of the continent must empower the local populations.

The restoration of agriculture at the heart of our civilization raises also the crucial issue of water. Whether it pertains to its access for the survival of our populations, farming or energy production, it is imperative to guaranty water security.

Therefore, an integrated management of water resources is mandatory. We must be aware of disasters and potential conflicts that would arise if we failed to do so and of risks linked to poor sanitation conditions susceptible to cause outbreaks of infectious diseases and pandemics.

Mr. President,

Desertification and drought phenomena are exacerbated by climatic change brought on by man.

That is why a failure in the Copenhagen's negotiation shouldn't be an option. My commitment and that of my worldwide counterparts yesterday in the framework of the Summit on climate change convened by the Secretary General, is unequivocal: we must, together, developed countries, countries with high CO2 emissions, developing countries, succeed in defining a post-Kyoto agenda strictly in line with a low carbon emission future.

For too long, we have neglected the scientific warnings. More than 20 years ago, the IPCC was created by the World Meteorological Organization.

During the Third World Climate Conference which I attended at the beginning of the month of September, it was decided to establish a Global Framework for Climate Services, with a view to help populations hold up to this more and more pressing challenge.

This Global Framework which we fully support, aims at enabling better management of the risks of climate variability as well as change and adaptation to climate change at all levels, through development and incorporation of science-based climate information and prediction into planning, policy and practice.

The unparalleled mobilization of public opinion compels us to adopt innovating measures to slowdown the evolution of global warming that has serious implications and can take a catastrophic turn for the worse.

The Report on trade and development recommends deep structural modifications that won't happen, without challenging our patterns of production and consumption. The set up of a green economy must be the basis of this process. Our role as political decision-maker is to insure that the already existing necessary technology aims at reducing greenhouse gas effects.

Sustainable development requires the globalization of green technologies and environmental goods.

I reiterate on behalf of the Principality the declared ambition to become carbon neutral and our resolve to reduce our carbon emissions by 20 % by 2020 and by 60% by 2050.

Mr. President,

During the elapsed months, the world economy has been deeply challenged. If signs of recovery are beginning to show, we must however, draw conclusions from this somber year. The globalization of the economy and the interdependence that results from it, calls for a crucial reform of the international monetary and financial system.

Created ten years ago now, the G20 met for the first time at the level of Heads of State and Government, last November, acknowledging thereby the urgency of measures to be taken to spare the world economy from a catastrophe worsened by the panic in the financial markets.

Monaco acknowledges that this Group, which represents two thirds of the world trade and population and close to 90 % of the world gross product, holds special responsibility towards the rest of the international community.

We are confident on the capabilities of the G20 to lay out, as soon as tomorrow in Pittsburg, the basis for a new era encompassing in particular, financial regulation, traders' income, governance and means allocated to international financial institutions. From the G20 ability to federate all States will emerge the necessary legitimacy to allow growth resumption.

My Government has been working for many months now to fulfill the obligations it subscribed to and to comply with the required norms of the OECD with a view to improve the transparency and information exchange in fiscal and banking matters. In this regard, my Government has already signed twelve bilateral conventions and has undertaken to conclude other agreements in this area. In the coming days Monaco will be acknowledged for its efforts by the OECD and will thus belong to its "white list."

But let's not be mistaken: the breach of trust spawned by the financial debacle has more than ever made it necessary that the measures taken by the G20 be non-discriminatory towards all Member States. A consultative body would thus ensure the legitimacy of any decisions made.

We must, altogether, rebuild the solid basis of a human-faced-capitalism that promotes growth and social development. The circumstances give us the opportunity to create a "green economy" which links job creation with the transfer of new technologies towards a sustainable recovery.

Mr. President,

The role of the State and the expression of its sovereignty must continuously adapt themselves to the new realities to remain the guarantor of security and social well-being of populations. Our Organization does not evade this evolution.

If since its origin, the United Nations works for the maintenance of peace and international security, thanks to the operations led under its flag, it also plays an eminent federative role in the area of disarmament and non proliferation.

Human and material means of peace-keeping operations have reached a threshold that would have not been conceivable only a decade ago. The necessary reflection initiated at the Security Council as well as the Secretariat and with the Member States is a priority and we support it.

Of utmost importance also, is the strengthening of the rule of law and of democratic institutions, guardians of our sovereignty and our peaceful coexistence between States.

In this regard, I wish to reiterate the support of my country towards the implementation of the "responsibility to protect"; symbol of the strengthening of multilateralism at the service of populations.

The responsibility to protect does not affect the exercise of responsible sovereignty which places the individual at the forefront. Monaco will keep on working with its partners, that is to say all and each of you, in order to implement best practices in the area of protection, international assistance and capacity-building with the common objective to save lives.

The Principality will keep on responding through solidarity to emergency humanitarian situations, in particular, for women and children whose vulnerability does not unfortunately need to be further proven in times of crisis.

Mr. President,

In 2010, we will celebrate the International Year of Reconciliation and the Year of Biodiversity. These themes symbolize, at the onset of the 21st century, the harmony that we must seek both between our people in the acceptance of our differences and between the human specie and the rest of the living species on Earth, that we have the duty to protect and save from extinction.

I can assure you that my country will commit itself relentlessly in favor of a process likely to build and strengthen the ties between our societies in view to promote dialogue as well as cultural and religious understanding based on mutual respect, such as in the Union for the Mediterranean and the Alliance of civilizations.

I am convinced, Mr. President, that your great experience of the United Nations and your role in the creation of the African Union, constitute a major asset for the success of your mission.

I thank you.